



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

19 février 2013

LA MOBILISATION DES JEUNES CHOMEURS CONTINUE



Après Saint Louis, Saint Benoît et Saint Denis, la mobilisation des chômeurs concerne le Port. Dans cette ville réputée être le poumon économique de l'île, 40 % de la population en âge de travailler se retrouve au chômage, dont une forte proportion de jeunes. Plusieurs dizaines de ces derniers sont descendus dans la rue et ont bloqué la circulation pour obtenir du travail. Comme dans les autres communes, ce sont d'abord les maires qui ont été sollicités pour qu'ils débloquent des « contrats ». Langenier, le maire du Port, sous la pression, ne leur a promis qu'une vingtaine d'emplois aidés dans les espaces verts et

pour quelques mois seulement. Autant dire que la porte est fermée du côté de la mairie. Cependant une autre idée émise par certains manifestants et qui pourrait être beaucoup plus fructueuse serait d'aller démarcher auprès de toutes les entreprises des zones industrielles de la ville pour leur imposer de nouvelles embauches.

Ce ne serait d'ailleurs que justice, car ces patrons perçoivent des millions de l'Etat sans contrepartie.

L'Etat aussi est concerné dans l'affaire, lui qui ose réduire les effectifs de ses services publics : hôpitaux, les écoles et lycées, la Poste ou l'EDF, lui qui a l'intention de diminuer de 3 milliards ses dotations aux communes, alors que le chômage explose et que les besoins de la population restent sans solution.

La situation des chômeurs est tellement dramatique qu'il est à souhaiter que ces manifestations s'étendent et se renforcent, avec le soutien des travailleurs, pour imposer au patronat et à l'Etat la création massive d'emplois dont la population a besoin !

VALROMEX : LA LUTTE CONTINUE !

Après trois semaines de grève, les salariés de Valromex tiennent bon. Leur patron ne veut toujours rien lâcher. Les salariés soutenus par la CGTR ont sollicité une commission de médiation auprès de l'Inspection du Travail. Rappelons que les travailleurs de cette entreprise se sont mis en grève contre le licenciement qui frappe une des leurs, secrétaire de direction, mais aussi pour le respect de la convention collective et le paiement des heures supplémentaires.

Par ailleurs, les travailleurs dénoncent les pratiques illégales de leur patron qui aurait recours au travail au noir, y compris sur l'exploitation agricole qu'il possède en plus de son entreprise du BTP, et qu'ils soupçonnent de ne déclarer qu'une partie de son chiffre d'affaire, etc. Un patron qui mérite d'être condamné.

Solidarité avec les travailleurs de Valromex !

NAO BTP : LES PATRONS NE VEULENT RIEN LACHER

A quelques jours des négociations salariales dans le BTP (prévues pour le 26 février), la FRBTP, principal syndicat patronal du secteur, annonce qu'« il n'y aura pas de miracle » et qu'il ne négociera pas au-delà des 0,8 % officiel de l'inflation, autant dire une misère.

Les patrons du BTP prétextent les difficultés qu'ils rencontrent en cette période de crise, mais ils se gardent bien de produire les résultats obtenus par leurs entreprises et les montants versés à leurs actionnaires !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Les vraies victimes, ce sont les 8000 salariés du BTP que leurs patrons ont condamnés au chômage et ceux qui travaillent sur les chantiers avec des salaires quasiment bloqués depuis des années, que les patrons privent des dispositions de la convention collective et dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader !

Les patrons ont bien sûr les moyens de payer, qu'ils mettent la main à la poche !

L'ARGENT PUBLIC POUR LES SERVICES PUBLICS !

Les patrons du BTP se plaignent à nouveau de la baisse de la commande publique. Partisans de la « libre entreprise », ils n'en demandent pas moins à l'Etat d'augmenter ses commandes et de revoir à la hausse ses dispositifs d'aides publiques telles que la défiscalisation. Non contents de cela, ils assortissent leur demande d'une menace d'une nouvelle vague de licenciements dans le secteur.

Si les patrons, avec toutes ces aides publiques, prétendent ne pas s'en sortir, il y a alors un remède bien simple et qui réduirait d'emblée la dette de l'Etat, c'est que celui-ci construise lui-même, à prix coûtant, les logements et infrastructures utiles à la population !

Il y aura de la sorte des créations d'emplois avec les bénéfices en moins pour les patrons !

LE GOUVERNEMENT PROMET DES MILLIARDS AUX RICHES ET L'AUSTERITE AUX TRAVAILLEURS

« Le gouvernement s'était déjà engagé à faire 10 milliards d'économies par an sur la dépense publique pendant cinq ans « pour réduire les déficits », il a aussi prévu 10 milliards d'économies annuelles pour financer une partie des crédits d'impôts accordés aux entreprises » (Le Quotidien du 19 février). Cela a au moins le mérite d'être clair : comme celui d'avant, l'actuel gouvernement n'hésite pas à puiser dans les caisses de l'Etat pour arroser le patronat ! Etonnons-nous après qu'il ne parvienne pas à réduire le déficit de l'Etat !

Moscovici, ministre de l'économie et des finances, a dans la foulée envisagé plusieurs possibilités pour financer ce nouveau cadeau aux plus riches : fiscaliser les allocations familiales (soit une ponction sur les familles de 3 milliards sur les deux années à venir), réduire de 3 milliards les dotations aux communes déjà en situation financière critique ou encore geler le montant des retraites et diminuer les allocations chômage.

Toutes propositions qui visent uniquement à s'en prendre au niveau de vie des classes populaires... et qui doivent être combattues avec la plus ferme détermination !

LE 5 MARS, DITES NON A L'ACCORD DE REGRESSION SOCIALE !

Préservez le CDI !

**Empêchez le gouvernement de donner au patronat plus de liberté pour licencier !
Refusons de travailler plus pour gagner moins ou de travailler moins en touchant moins !**

Tous dans la rue pour le retrait de l'accord « Compétitivité-Emploi » !

Rendez-vous à 9 heures au Jardin de l'Etat à Saint Denis.

Chaque mardi soir de 18H00 à 19H30 l'Union Régionale Est donne rendez-vous dans son local aux militants et aux travailleurs pour discuter de leur situation dans les entreprises, de la politique du gouvernement et des réponses que doivent y apporter les travailleurs.

La CGTR vous y attend nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68